



**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE n°07-2022-12-14-00005**

**en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement**

**de la société UDM,**

**dont le siège social est situé à 431 Rue Philippe Lamour, Zone Industrielle à VAUVERT (30600)**

**de respecter les prescriptions applicables aux activités de distillerie**

**exploitées au 49 chemin de Bacchus sur la commune de VALLON PONT D'ARC (07150).**

**Le préfet de l'Ardèche,  
Chevalier de la Légion d'honneur,**

**VU** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L.511-1, L. 514-5 ;

**VU** le décret NOR INTA2100151D du 6 janvier 2021 portant nomination de Monsieur Thierry DEVIMEUX en qualité de préfet de l'Ardèche ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°07-2022-08-22-00002 du 22 août 2022 portant délégation de signature à Madame Isabelle ARRIGHI, secrétaire générale de la préfecture de l'Ardèche ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 1D/4B - 84/14 du 17 avril 1984 autorisant la société Distillerie Coopérative Agricole des Vignerons du Bas Vivarais à exploiter une distillerie à Vallon Pont d'Arc ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 95-14 du 6 janvier 1995 modifié autorisant l'UDM à exploiter une distillerie à Vallon Pont d'Arc ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 07-2020-10-28-004 du 20 octobre 2020 portant les prescriptions applicables au sein de la société UDM à Vallon-Pont-d'Arc ;

**VU** l'article 5.3.1 de l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2020 susvisé ;

**VU** l'article 5.4.2 de l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2020 susvisé ;

**VU** l'article 5.4.9 de l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2020 susvisé ;

**VU** l'article 5.2.1 de l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2020 susvisé ;

**VU** le rapport d'inspection du 21 novembre 2022 relatif à l'inspection réalisée sur le site le 21 octobre 2022 ;

**VU** le courrier en date du 21 novembre 2022 informant l'exploitant des constats relevés, des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

**VU** les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 5 décembre 2022 ;

**CONSIDÉRANT** que l'arrêté préfectoral n° 07-2020-10-28-004 du 20 octobre 2020 susvisé impose à son article 5.3.1 que : « Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non conforme aux dispositions du présent titre est interdit. A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur. » ;

**CONSIDÉRANT** que l'arrêté préfectoral n° 07-2020-10-28-004 du 20 octobre 2020 susvisé impose à son article 5.4.2 que : « [...] Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface sont interdits. » ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite d'inspection du 21 octobre 2022, les inspecteurs de l'environnement ont constaté la présence d'une canalisation de rejets aqueux reliant le site directement au ruisseau avoisinant ;

**CONSIDÉRANT** qu'une telle canalisation n'est pas autorisée par l'arrêté préfectoral du site ;

**CONSIDÉRANT** que l'arrêté préfectoral n° 07-2020-10-28-004 du 20 octobre 2020 susvisé impose à son article 5.4.9 que : « Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures. Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite. L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le réseau d'assainissement, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies pour la période du 15 septembre de l'année n au 15 mai de l'année n+1. » ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite d'inspection du 21 octobre 2022, les inspecteurs de l'environnement ont constaté des dépassements récurrents sur les paramètres suivis sur les rejets d'eaux résiduaires : Phosphore, MES, Azote global ;

**CONSIDÉRANT** que de telles valeurs de concentration et de flux ne sont pas autorisées par l'arrêté préfectoral du site ;

**CONSIDÉRANT** que l'arrêté préfectoral n° 07-2020-10-28-004 du 20 octobre 2020 susvisé impose à son article 5.2.1 que : « L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite. Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ces dispositifs sont relevés journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m<sup>3</sup>/j, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé consultable par l'inspection.

La quantité maximale d'eau prélevé dans le milieu naturel est limité :

- à 100 m<sup>3</sup>/j en moyenne annuelle ;
- à 300 m<sup>3</sup>/j en pointe ;
- à 36 500 m<sup>3</sup>/ an.

Cette limitation ne s'applique pas au réseau d'incendie. Les besoins en eaux industrielles sont fournis par 2 forages. Ils sont munis de raccords pompiers normalisés. L'eau du réseau public est utilisée pour tous les autres usages. Le raccordement au réseau public de distribution d'eau potable doit être muni d'un dispositif anti-retour. L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres et aux exercices de secours ainsi qu'aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau. Les deux réseaux (AEP et industriel) ne sont pas connectés.. » ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite d'inspection du 21 octobre 2022, les inspecteurs de l'environnement ont constaté des dépassements sur les deux dernières années sur les prélèvements d'eaux au milieu naturel ;

**CONSIDÉRANT** qu'une telle quantité de prélèvement n'est pas autorisée par l'arrêté préfectoral du site ;

**CONSIDÉRANT** que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 5.3.1, 5.4.2, 5.4.9 et 5.2.1 de l'arrêté préfectoral n° 07-2020-10-28-004 du 20 octobre 2020 susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société UDM de respecter les prescriptions des articles 5.3.1, 5.4.9 et 5.2.1 de l'arrêté préfectoral n° 07-2020-10-28-004 du 20/10/2020 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**Sur proposition** de Madame la Secrétaire générale de la préfecture de l'Ardèche ;

## ARRÊTE

### ARTICLE 1 :

La société UNION DES DISTILLERIES DE LA MÉDITERRANÉE (UDM) dont le siège social est situé au 431, rue Philippe Lamour à VAUVERT (30 600) est mise en demeure pour son site implanté 49 chemin de Bacchus, 07 150 Vallon-Pont-D'arc, de respecter les dispositions des articles 5.3.1 et 5.4.2 de l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2020 susvisé, en condamnant la conduite reliée directement à l'extérieur du site, **dans un délai de 15 jours** à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

### ARTICLE 2 :

La société UNION DES DISTILLERIES DE LA MÉDITERRANÉE (UDM) dont le siège social est situé au 431, rue Philippe Lamour à VAUVERT (30 600) est mise en demeure pour son site implanté 49 chemin de Bacchus, 07 150 Vallon-Pont-D'arc, de respecter les dispositions de l'article 5.4.9 de l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2020 susvisé, en respectant les valeurs limites en concentration et en flux des eaux résiduelles rejetées au milieu naturel, **avant le 1<sup>er</sup> juin 2023**.

### ARTICLE 3 :

La société UNION DES DISTILLERIES DE LA MÉDITERRANÉE (UDM) dont le siège social est situé au 431, rue Philippe Lamour à VAUVERT (30 600) est mise en demeure pour son site implanté 49 chemin de Bacchus, 07 150 Vallon-Pont-D'arc, de respecter les dispositions de l'article 5.2.1 de l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2020 susvisé, en respectant la quantité maximale d'eau prélevée dans le milieu naturel, **dans un délai de 1 mois** à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

### ARTICLE 4 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 à 3 du présent arrêté ne seraient pas satisfaites dans les délais prévus par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement, à savoir :

- l'obliger à consigner entre les mains d'un comptable public une somme correspondant au montant des travaux ou opérations à réaliser. La somme consignée est restituée au fur et à mesure de l'exécution des travaux ou opérations ;
- faire procéder d'office, en lieu et place de la personne mise en demeure et à ses frais, à l'exécution des mesures prescrites : les sommes consignées en application du 1<sup>o</sup> sont utilisées pour régler les dépenses ainsi engagées ;
- suspendre le fonctionnement des installations ou ouvrages, la réalisation des travaux et des opérations ou l'exercice des activités jusqu'à l'exécution complète des conditions imposées et prendre les mesures conservatoires nécessaires, aux frais de la personne mise en demeure ;
- ordonner le paiement d'une amende au plus égale à 15 000 € et une astreinte journalière au plus égale à 1 500 € applicable à partir de la notification de la décision la fixant et jusqu'à satisfaction de la mise en demeure.

### ARTICLE 5 :

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de l'Ardèche pendant une durée minimale de deux mois.

### ARTICLE 6 :

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Lyon. Le délai de recours est de deux mois à compter de sa notification.

La requête peut être déposée ou envoyée au greffe du tribunal administratif de Lyon ou adressée par voie électronique au moyen du téléservice accessible par internet à l'adresse [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L.213-1 du code de la justice administrative de Lyon.

**ARTICLE 7 :**

La secrétaire générale de la préfecture, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), sont chargés chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié à la société UDM et au maire de Vallon-Pont-d'Arc.

Fait à Privas, le **14 DEC. 2022**

Pour le préfet,  
La secrétaire générale,

  
Isabelle ARRIGHI